

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 Avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27020 Evreux Cedex

Évreux, le 21/10/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**VPK Paper Normandie**

BP 1  
ZI DU CLOS PRÉ  
27460 Alizay

Références : UBDEO.ERC.10.317  
Code AIOT : 0005800540

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement VPK Paper Normandie implanté Zone Industrielle du Clos Pré BP 4 27460 Alizay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VPK Paper Normandie
- Zone Industrielle du Clos Pré BP 4 27460 Alizay
- Code AIOT : 0005800540
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VPK Paper Normandie est une usine spécialisée dans la production du Papier Pour Ondulé (PPO) à partir de papiers/cartons récupérés.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 10
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Contrôle inopiné	Arrêté Préfectoral du 05/06/2024, article 4.3.10.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14	Sans objet
2	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet
3	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	Sans objet
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
8	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
9	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En 2024, suite à un dysfonctionnement de la station de traitement des eaux industrielles, d’importants travaux ont été réalisés en fin d’année 2024 en vue d’améliorer le fonctionnement de façon pérenne.

Le rapport du contrôle inopiné (n°MS25-02389) conclut au respect des valeurs limites en flux et en concentration, sauf pour la DCO et couleur (dépassement de 10% en concentration).

Les résultats d'autosurveillance entre janvier et août 2025 montrent que peu de dépassements sont observés. Les travaux réalisés sur la station de traitement ont permis de revenir à une situation normale pour les rejets aqueux.

L'inspection demande à l'exploitant, **sous 1 mois**, d'expliquer la cause du dépassement en DCO et couleur et de mettre en œuvre des actions correctives pour y remédier.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôle inopiné

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement d'eau pour les besoins du site
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'arrêté d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondation, ou à un risque de pénurie [...]
<b>Constats :</b>  Le chapitre 4.1 de l'arrêté préfectoral du 5 juin 2024 précise que le site VPK est alimenté en eau industrielle par la société BEA (sans fixer de plafond) et demande la réalisation d'un audit en vue d'optimiser la gestion de la consommation en eau avant le 31 décembre 2026. L'arrêté préfectoral encadrant les activités de BEA fixé un plafond de prélèvement en eau brute à 10 000 000 m <sup>3</sup> /an.  Le plafond de prélèvement est respecté : en 2024 la consommation en eau brute était de l'ordre de 4 822 500 m <sup>3</sup> /an pour les 2 sites (VPK + BEA).  Le site VPK a engagé une démarche de réduction de sa consommation d'eau. Lors de la visite, l'exploitant a précisé les dernières actions réalisées : changement du rinceur de la machine à papier (MAP) en septembre 2025 et remplacement du déflecteur en octobre 2025.  Ces efforts sont visibles sur la consommation spécifique en eau de la MAP : - en 2024, elle était de 8,5 m <sup>3</sup> / tonne produite en moyenne, - en 2025 (moyenne de janvier à août), elle est de 6,8 m <sup>3</sup> / tonne produite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Contrôle inopiné

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pose matériel
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le matériel du laboratoire en charge du prélèvement inopiné eau 24h a été installé au même endroit que celui où est réalisé le prélèvement de l'exploitant. Le lieu est adapté pour faciliter l'installation du matériel d'un laboratoire extérieur.</p> <p>Compte tenu de l'annonce prévisionnelle d'un volume de rejet estimé à environ entre 10 000 et 12 000 m<sup>3</sup>/jour , le technicien en charge du contrôle inopiné eau a réglé pour la réalisation d'un prélèvement tous les 67 m<sup>3</sup> (soit 197 prélèvements) sur les 24h.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Contrôle inopiné**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dépose matériel</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le matériel installé par le laboratoire inopiné est resté intact et n'a pas été déplacé.</p> <p>Le volume ayant transité au cours des derniers 24h a permis de constituer un échantillon conforme et suffisant d'un point de vue quantitatif. Le technicien en charge du contrôle inopiné eau a constitué les échantillons nécessaires pour la réalisation des analyses à mener et a laissé un échantillon à destination de l'exploitant pour contre-analyses, le cas échéant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Contrôle inopiné**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/06/2024, article 4.3.10.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect VLE</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.</p> <p>On entend par moyenne journalière, la moyenne sur une période d'échantillonnage de 24 heures, par prélèvement d'un échantillon composite proportionnel au flux.</p> <p>On entend par moyenne annuelle, la moyenne de toutes les moyennes journalières sur un an, pondérée en fonction de la production journalière, et exprimée en masse de substances émises par unité de masse des produits ou matières générés ou transformés.</p>

Dans le cas d’une surveillance en continu, les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures, sur une base mensuelle, font apparaître que 90 % des valeurs moyennes journalières ne dépassent pas la valeur limite d’émission.  
 Aucune mesure ne doit dépasser le double de la valeur limite d’émission.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 1

D é b i t d e ré f é r e n c e	Débitmaximal journalier: 23 000 m3/j	Débitmaximal annuel:6900 000 m3/an	Débitmaximal instantané: 266 l/s	Débitspécifique: 6,5m3/t
Paramètre	Concentrations m a x i m a l e s moyenne sur une période de 24 heures (mg/l)	Fluxmaximal journalier (kg/j)	Fluxmaximal annuel (kg/an)	valeurlimite en m o y e n n e a n n u e l l e ( k g / t S A )
DCO	110	2760	414000	1
DBO5	25	300	31000	/
MEST	35	1800	110000	0,2
Azoteglobal (en mgN/l)	10	230	44000	«0,075»
Phosphoretotal en mgP/L)	1,2	20	4575	«0,008»
Zinc	0,2	0,16	50	/
Chrome	0,05	0,12	37,5	/

**Constats :**

1/ Résultat du contrôle inopiné du 22/23 septembre 2025  
 Le rapport du contrôle inopiné (n°MS2502389) conclut au respect des valeurs limites en flux et en concentration sauf pour le paramètre DCO (concentration uniquement) et la couleur. Un dépassement est de l'ordre de 10% a été relevé (123 mg/l relevé pour une valeur limite de 110 mg/l).

Le rapport précise que les résultats du contrôle inopiné sont cohérents avec les résultats de l'autosurveillance fournis par l’exploitant sauf pour la DBO<sub>5</sub>.

2/ Autosurveillance GIDAF de janvier à août 2025  
 En 2024, suite à un dysfonctionnement de la station de traitement des eaux industrielles, d’importants travaux ont été réalisés en fin d’année 2024 en vue d’améliorer le fonctionnement

<p>d'importants travaux ont été réalisés en fin d'année 2024 en vue d'améliorer le fonctionnement de façon pérenne.</p> <p>L'inspection a contrôlé les résultats de l'autosurveillance déclarée sous GIDAF entre janvier et août 2025, peu de dépassements sont observés. Les travaux réalisés sur la station de traitement ont permis de revenir une situation normale pour les rejets aqueux.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande n°1 - 1 mois :</b> l'inspection demande à l'exploitant d'expliquer la cause du dépassement en DCO et couleur et de mettre en œuvre des actions correctives pour y remédier.</p> <p>L'exploitant doit par ailleurs mettre en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse pour le paramètre DBO<sub>5</sub> et ceux du laboratoire agréé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 5 : Autosurveillance**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dépassements et actions correctives</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant renseigne correctement les champs requis pour rapporter les causes, la nature et les mesures correctives engagées ou envisagées en lien avec les dépassements constatés sur les résultats de son autosurveillance.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Autosurveillance**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence de surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au regard des résultats de la surveillance initiale RSDE et de l'application de l'arrêté ministériel du 10/09/20 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de</p>

l'autorisation au titre de la rubrique 3610, il n'y a pas lieu d'étendre le programme de surveillance actuellement en place à d'autres substances. Les fréquences de surveillance appliquées sont conformes à celles prescrites dans l'arrêté préfectoral du 5 juin 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b>  Des efforts ont été réalisés depuis 2024. L'exploitant transmet régulièrement les déclarations GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
<b>Constats :</b>  Les analyses des rejets en eau pour les macropolluants sont réalisées en interne, l'exploitant utilise des kits, les instructions sont mentionnées sur les boîtes contenant les flacons pour réaliser les analyses.  D'autres analyses sont réalisées en externe par un laboratoire accrédité COFRAC.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 9 : Recalage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de recalage
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...] S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant envoie un échantillon pour analyse tous les 2 mois à un laboratoire externe pour comparaison avec son autosurveillance pour l'ensemble des paramètres à suivre. À noter que le diagnostic de suivi régulier des rejets (SRR) a été réalisé le 13 novembre 2024 et qu'il valide l'autosurveillance et le matériel mis en place par l'exploitant (sauf pour les MES pour lequel une piste d'amélioration a été mise en œuvre en 2025).</p> <p>En conséquence, les contrôles de recalage sont bien effectués par l'exploitant mais ne sont pas transmis via l'application Gidaf (transmettre les contrôles SRR).</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il est donc demandé à l'exploitant de transmettre au moins une fois tous les 2 ans, dans l'onglet "contrôle de recalage ", les résultats comparatifs des analyses réalisées par un laboratoire agréé et le laboratoire interne. Il précisera, si des écarts sont constatés, les mesures prises pour s'assurer de la fiabilité de son autosurveillance.</p>

Type de suites proposées : Sans suite